



La pollution plastique en Méditerranée :

Quel rôle pour les villes côtières et leurs précieux écosystèmes ?

La pollution plastique représente une menace critique pour la population et les écosystèmes méditerranéens ; elle est alimentée par des modes de consommation non durables, des infrastructures de gestion des déchets inadéquates et une gouvernance défaillante. La quantité de plastiques rejetée en mer augmente avec le temps malgré l'existence de cadres juridiques et de lois dans de nombreux pays. Ce document examine comment les zones urbaines (70 % de la population méditerranéenne vit dans des villes côtières), à la fois principales responsables et victimes de la pollution plastique, peuvent adopter des stratégies écologiques, institutionnelles et locales pour lutter contre ce problème. À travers des études de cas à plusieurs échelles, il explore comment les solutions fondées sur la nature, l'implication du public et les instruments réglementaires peuvent être combinés dans des cadres intégrés et circulaires afin de renforcer la résilience urbaine et de protéger les écosystèmes marins.

1 - La pollution plastique en Méditerranée : quels enjeux ?

La mer Méditerranée est l'une des régions les plus sensibles et les plus touchées par la pollution. En tant que mer semi-fermée, la Méditerranée est particulièrement vulnérable à la pollution plastique, car les déchets ont moins de chances de se disperser et finissent par s'accumuler dans certaines zones au fil du temps¹ (figure 3). Deuxième producteur mondial après la Chine, l'Europe rejette chaque année entre 150 000 et 500 000 tonnes de macroplastiques et entre 70 000 et 130 000 tonnes de microplastiques dans la mer (WWF France, 2018). En effet, en 2016, les pays méditerranéens ont généré environ 184 millions de tonnes (MT) de déchets municipaux solides (RED 2020), dont 37,81 MT de plastique (WWF, 2019). Au fil du temps, les plastiques accumulés se dégradent en microplastiques - de taille, de forme et de composition diverses - qui nuisent à la vie marine et à la santé humaine en entrant dans les chaînes alimentaires et en entraînant une bioaccumulation et une bioamplification.

La Méditerranée se caractérise par des taux d'urbanisation élevés, en particulier sur les côtes qui concentrent les deux tiers de la population de la région, soit environ 150 millions de personnes (Plan

Bleu, 2024). Le tourisme est l'un des piliers essentiels des économies méditerranéennes. En effet, la Méditerranée attire environ un tiers du tourisme mondial et était la principale destination touristique de la planète avec plus de 400 millions d'arrivées touristiques internationales en 2019 (Plan Bleu, 2022). La population côtière et le tourisme, associés à des modèles économiques basés sur l'extraction, la fabrication et le gaspillage, sont les principaux facteurs à l'origine de la production de déchets plastiques et des déchets marins en Méditerranée. La pollution générée par les activités humaines atteint la mer par le biais de diverses interactions terre-mer, notamment le ruissellement de surface, les précipitations, l'infiltration dans les sols, le transport fluvial et les rejets d'eaux usées non traitées. Les pertes de cargaison et les engins de pêche abandonnés provenant des secteurs maritimes aggravent encore le problème, faisant de la pollution plastique un défi écologique, socio-économique et de gouvernance de plus en plus important. De plus, le secteur agricole contribue au problème par l'abandon de matériaux plastiques à usage unique utilisés en production, les zones d'agriculture intensive, telles que Mar Menor en Espagne, étant particulièrement touchées.

1. State of the Mediterranean 2025. Statista. [Lien](#).

2. Entre 400 et 1 000 ans pour se dégrader (Medwaves, 2019).

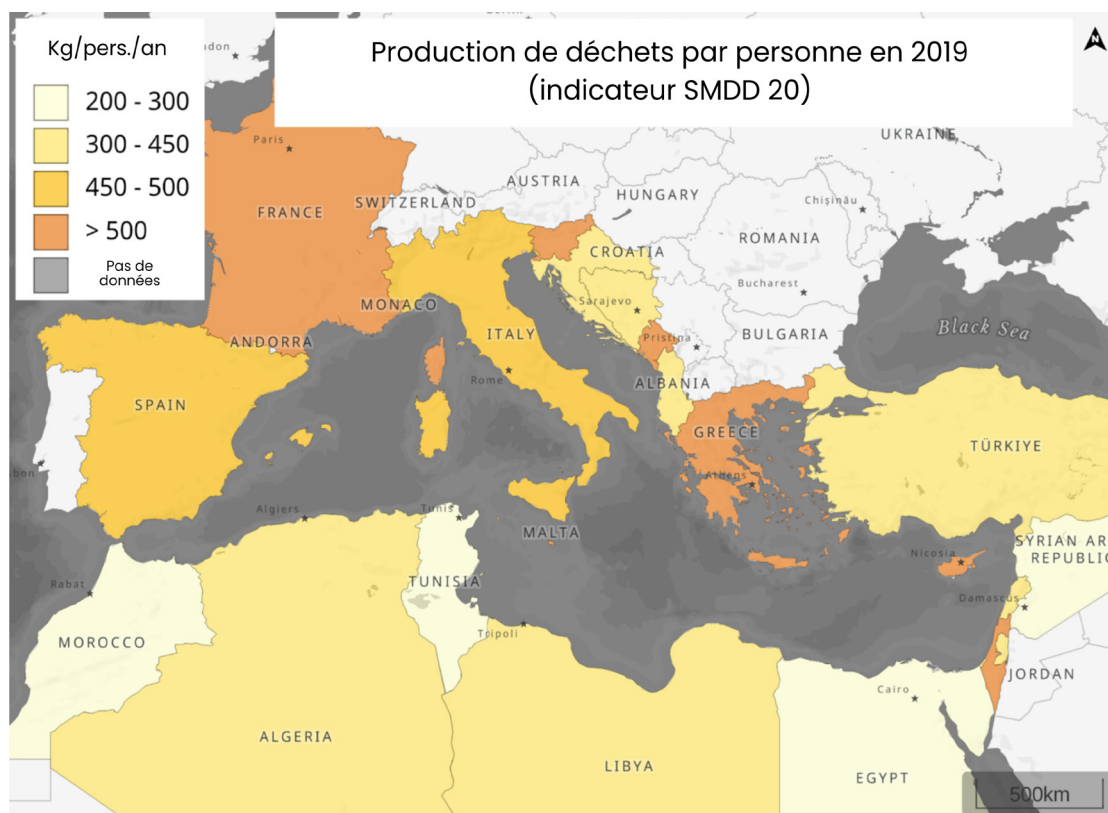


Figure 1: Production de déchets par habitant en 2019 (indicateur SMDD 20).

Source: Observatoire Plan Bleu, 2025

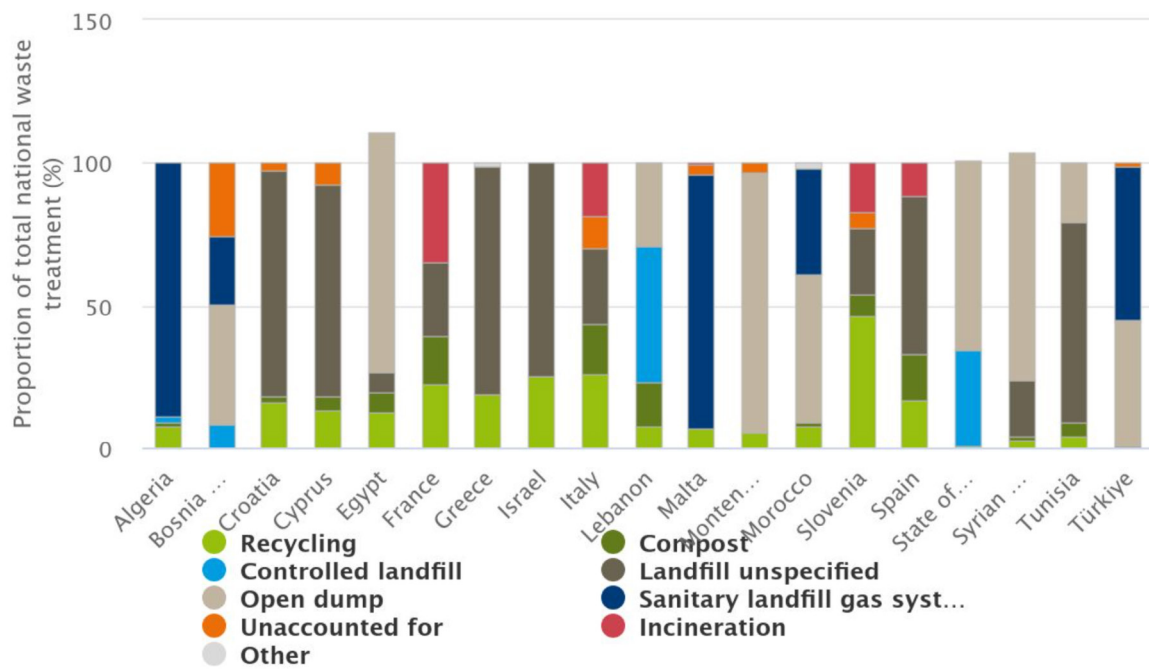
La figure 1 montre la production de déchets plastiques par habitant en 2019 selon l'indicateur 20 de la Stratégie méditerranéenne pour le développement durable (SMDD)³, tandis que le graphique 1 montre que les taux de recyclage restent extrêmement faibles - moins de 13 % dans la plupart des pays - et que seule une fraction des déchets plastiques est effectivement valorisée. En effet, 58 % des déchets municipaux sont encore éliminés dans des décharges à ciel ouvert ou des sites d'enfouissement non spécifiés, et seulement 8 % des eaux usées sont traitées au niveau tertiaire [1 % dans les pays du sud de la Méditerranée] (RED 2020).

L'Égypte, la Turquie et l'Italie sont à elles seules responsables de près des deux tiers des fuites de plastique dans la nature. Cette pollution par les plastiques dans la nature a, d'une part, des répercussions environnementales et sanitaires, notamment sur la biodiversité et la santé humaine, et, d'autre part, des répercussions économiques sur le tourisme (perte de 268 millions d'euros par an), l'industrie maritime (perte de 235 millions d'euros par an) et le secteur de la pêche (perte de 138 millions d'euros par an) (WWF, 2019).

Parmi les principales sources, les plastiques à usage unique représentent plus de 60 % des déchets sur les plages, tandis que l'industrie de la pêche contribue pour environ 20 % de la pollution marine par les plastiques (figure 3). Enfin, les concentrations de microplastiques dans la région ont atteint des niveaux alarmants, dépassant parfois 64 millions de particules/km² (RED 2020).

³ Sous les objectifs : 3 - Planifier et gérer des villes méditerranéennes durables (orientation stratégique 3.4 : Promouvoir la gestion durable des déchets dans le contexte d'une économie plus circulaire) et 5 - Transition vers une économie verte et bleue (orientation stratégique 5.3 : Promouvoir des modes consommation et de production durables). Pour plus d'information : [lien](#).

Waste Treatment Type 2019



Source: World Bank.

Graphique 1 : Type de traitement des déchets 2019 (Observatoire Plan Bleu, 2025).

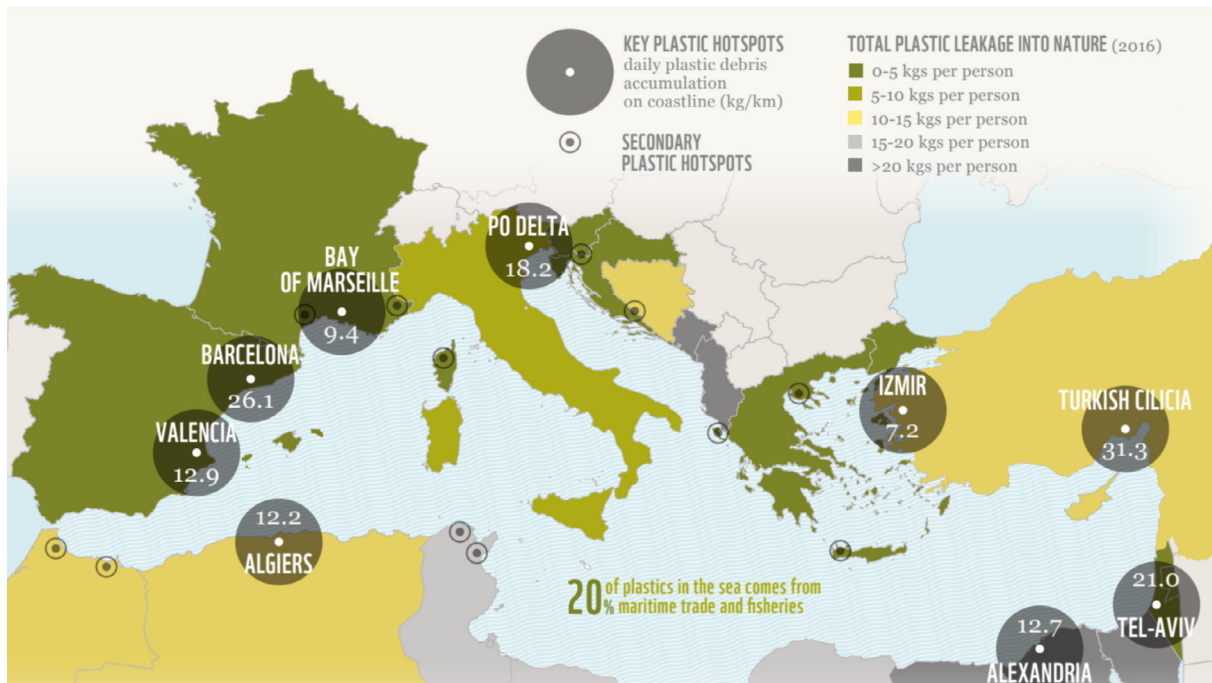



Figure 2 : Zones côtières particulièrement touchées par la pollution plastique et les rejets dans la nature en Méditerranée (WWF, 2019).



La pollution par les déchets, en particulier les plastiques, reflète donc des problèmes structurels plus profonds liés à des modes de production et de consommation non durables, à une gouvernance défaillante en matière de déchets et à des infrastructures insuffisantes pour créer une économie circulaire.

Dans ce contexte, les villes côtières sont les principales responsables et victimes de la pollution plastique. En réalité, les zones urbaines comptent parmi les principales sources de fuites de plastique, mais ce sont les écosystèmes environnants (rivières, zones humides, espaces verts, mer, etc.) qui sont directement touchés par cette pollution. En fin de compte, les villes et les populations dépendent du bon état écologique de leurs écosystèmes, ce qui fait de la production et de la consommation de déchets l'un des principaux défis pour la durabilité urbaine, la santé et la biodiversité. Les solutions fondées sur la nature (NbS), inspirées et soutenues par la nature, offrent des avantages connexes précieux pour relever des défis sociétaux et environnementaux complexes, tels que la pollution atmosphérique et la gestion de l'eau et les inondations. Cependant, leur applicabilité directe aux polluants synthétiques persistants, tels que les plastiques, est généralement limitée, car la plupart des solutions fondées sur la nature ne sont pas spécialement conçues ou équipées pour décomposer ces substances. Néanmoins, des recherches récentes suggèrent que certains processus naturels pourraient contribuer à atténuer certains effets de la pollution plastique. Par exemple, les approches de bioremédiation impliquant des espèces bivalves telles que les moules et les huîtres ont démontré des capacités de filtration prometteuses pour les microplastiques dans les milieux aquatiques (Falkenberg et al, 2024). En ce sens, si les solutions fondées sur la nature ne constituent pas une solution autonome à la pollution par les plastiques, elles peuvent compléter des stratégies plus larges de gestion et d'éducation visant à atténuer ce problème et à soutenir la résilience à long terme des villes.

Pour lutter contre la pollution plastique, cette note explore toute une série de stratégies, allant de la sensibilisation et de la mobilisation populaire à des mesures ciblant les plastiques à usage unique (SUP), en passant par des approches fondées sur la nature et des outils réglementaires, tels que les taxes à la consommation. Axé sur les villes méditerranéennes, elle adopte une perspective globale combinant des réponses écologiques, institutionnelles et sociétales. L'analyse s'appuie sur une adaptation du principe français « éviter, réduire,⁴ compenser » (ERC) - initialement développé pour atténuer l'impact sur la biodiversité - reformulé en trois axes concrets : Prévenir, réduire et gérer. Bien que le terme « compenser » soit moins applicable aux

polluants persistants, ce cadre tripartite clarifie les priorités : La prévention se concentre sur le changement des comportements afin de mettre fin au déversement de plastique ; la réduction s'attaque aux solutions en amont, telles que l'éco-conception ou la prévention des déchets ; et la gestion renforce la gouvernance pour les déchets existants. Des exemples régionaux illustreront comment ces réponses peuvent renforcer la résilience urbaine face à la pollution plastique.

2- Empêcher que les plastiques se retrouvent dans l'environnement : sensibiliser et mobiliser les populations

La prévention est sans doute le levier le plus puissant dans la lutte contre la pollution plastique. Les efforts en matière d'éducation et de sensibilisation jouent un rôle central dans le changement des comportements et la formation d'attitudes sociétales à long terme envers les déchets.

Tout d'abord, les programmes scolaires et éducatifs qui intègrent la question du plastique contribuent à développer une culture environnementale dès le plus jeune âge. Le programme Éco-Écoles au Maroc, lancé en 2006 par la Fondation Mohammed VI pour la protection de l'environnement, est un exemple illustratif de l'éducation en milieu scolaire. S'appuyant sur le cadre international de la Fondation pour l'éducation à l'environnement (FEE), cette initiative encourage les actions menées par les élèves pour améliorer l'environnement scolaire, en mettant particulièrement l'accent sur la gestion des déchets. Les élèves sont encouragés à identifier les problèmes environnementaux locaux, à planifier et à agir pour trouver des solutions durables, souvent axées sur la réduction, le tri et le recyclage des déchets. Le programme, dont la gestion des déchets est l'un des trois thèmes principaux (avec la conservation de l'eau et de l'énergie), adopte une approche participative et inclusive, impliquant les enseignants, les parents, les autorités locales et les acteurs de la société civile. En intégrant les questions environnementales dans les programmes scolaires et en encourageant la responsabilité civique, cette initiative montre comment l'éducation peut contribuer à prévenir la pollution par les plastiques (et les déchets en général) à la source grâce à un changement des comportements et à l'implication de la communauté (Les éco-écoles au Maroc, pour une éducation durable, 2016).

En outre, les associations locales et les initiatives citoyennes sont des moteurs essentiels de la protection de l'environnement et de la diffusion d'idées et de comportements durables, notamment grâce à des activités telles que les opérations de nettoyage communautaire,

4. Pour plus d'information : [lien](#).

les événements « zéro déchet » et les ateliers de bricolage, qui contribuent à mobiliser les populations au niveau local. De nombreuses initiatives existantes autour du bassin méditerranéen visent à nettoyer les espaces publics et à contribuer à la création d'un environnement plus sain. À Marseille (France), Clean my Calanques⁵ et Mer Terre⁶ sont deux associations qui organisent des opérations de nettoyage communautaire et sensibilisent le public à la pollution plastique à travers des événements publics et des actions de sensibilisation dans les écoles. Elle encourage l'engagement civique et collabore avec des partenaires locaux pour trier et recycler les déchets collectés. Mer Terre est également connue pour le développement de méthodes de caractérisation des déchets et pour son soutien aux acteurs locaux grâce à des stratégies de prévention fondées sur les données et des plateformes scientifiques citoyennes. Clean my Calanques a déjà organisé 183 activités de plein air, collecté environ 66 210 kg de déchets à ce jour et sensibilisé près de 15 500 jeunes.

Les campagnes d'information destinées aux consommateurs se sont révélées efficaces pour sensibiliser le public à la question de la pollution plastique (Medwaves, 2021). Ces campagnes peuvent fournir des informations accessibles sur les alternatives et aider les personnes à comprendre comment leurs habitudes de

consommation peuvent inciter les industries à adopter des emballages plus durables et les gouvernements à mettre en œuvre des politiques interdisant ou taxant les articles non durables (Moss, 2021). De plus, des approches innovantes tirant parti de la technologie offrent des pistes prometteuses pour sensibiliser les citoyens et les impliquer activement dans la gestion des déchets. Le projet Bitter Orange en Attique, en Grèce, illustre parfaitement comment les technologies de l'information et de la communication (TIC) peuvent encourager les citoyens à s'impliquer et comment un système de récompense directe peut mobiliser les habitants des zones urbaines autour de la collecte des déchets (Neofotistos et al., 2022). En permettant aux utilisateurs de suivre leurs contributions, de gagner des points et d'accéder à des réductions dans les commerces locaux, l'application transforme la sensibilisation passive en participation active. Conçue à l'origine pour relever le défi de la gestion de 40 000 tonnes d'oranges amères tombées chaque année, cette approche favorise non seulement les pratiques d'économie circulaire (bio), mais présente également un potentiel prometteur d'adaptation aux flux de déchets non biodégradables, comme les plastiques, offrant ainsi un modèle évolutif et reproductible pour la gestion des déchets urbains dans toute la région méditerranéenne.

	Mesures	Description
Mesures préliminaires	1- Évaluation de la situation actuelle et sensibilisation du public	État des lieux, c'est-à-dire point de départ pour avoir une vision claire, de la production à la génération de déchets dans le pays.
	2- Évaluation des options politiques (accords volontaires, instruments économiques ou interdictions)	Analyse socio-économique et politique/institutionnelle visant à évaluer la capacité nationale à appliquer des instruments tels que les interdictions et/ou les taxes, ainsi que leur impact sur les populations, en particulier les plus vulnérables.
	3-Promotion des alternatives	Évaluation des alternatives en termes de capacité de production et de besoins nationaux, c'est-à-dire l'offre et la demande.
Adoption et mise en œuvre d'une approche politique	4-Mise en œuvre des politiques	Adoption d'une approche politique en étroite coordination avec les secteurs concernés, allant des « politiques souples » (accords volontaires) aux « politiques strictes », c'est-à-dire des interdictions totales.

5. Clean my Calanques: <https://cleanmycalanques.fr/>

6. Mer Terre: <https://mer-terre.org/>

Mesures de soutien

5-Encouragement des secteurs industriels	Définition des priorités et des moyens d'incitation (par exemple, des écotaxes) pour que les acteurs industriels apportent des changements dans les chaînes d'approvisionnement.
6- Amélioration de la gestion des déchets	Utilisation des moyens de mise en œuvre pour améliorer le système actuel de gestion des déchets (de la collecte à l'élimination)
7- Promotion de la communication et la participation	Communication lors de campagnes visant à informer activement les citoyens des changements en cours dans la gestion des déchets et de la suppression progressive de certains articles en plastique d'usage quotidien.
8- Assurer l'examen et l'adaptation	Mise en place d'un cadre d'évaluation et de suivi afin de promouvoir l'amélioration continue du système.

Tableau 1 : 8 mesures pour éliminer progressivement les plastiques à usage unique (SUP) (MedWaves, 2019).

3 - Réduire la production de plastique : mesures institutionnelles, technologiques et fondées sur la nature

Dans ses lignes directrices pour l'élimination progressive des sacs en plastique à usage unique dans la région méditerranéenne, MedWaves⁷ présente huit mesures visant à réduire les plastiques à usage unique, présentées dans le tableau 1 ci-dessous (Medwaves, 2019). Cette approche globale souligne que la lutte contre la pollution plastique nécessite plus que de simples mesures éducatives ou des solutions en fin de cycle : elle exige des actions en amont visant à réduire la production de plastique et un cadre politique favorable. Dans ce contexte, une combinaison de mesures institutionnelles, technologiques et fondées sur la nature offre des perspectives prometteuses pour réduire la production de plastique à la source et mettre en place un système plus circulaire et à faible impact.

Par exemple, les jardins urbains et les potagers communautaires contribuent à raccourcir les chaînes d'approvisionnement alimentaire, réduisant ainsi la dépendance aux emballages plastiques tout en sensibilisant à la consommation durable. Ces pratiques locales intégrées à la nature peuvent contribuer aux

objectifs plus larges d'une économie circulaire, où les cycles des ressources sont fermés et l'utilisation des matériaux optimisée. Un exemple illustratif est l'initiative « Carthage Edible City » en Tunisie, qui intègre l'agriculture urbaine dans la planification locale afin de renforcer la résilience alimentaire et de réduire les pressions environnementales (Plan Bleu, 2024). Développée dans le cadre du projet EdCitNet Horizon 2020⁸, cette initiative a permis la création du jardin Amilar, d'une superficie de 3 000 m², basé sur les principes de la permaculture, et impliquant les autorités locales et les communautés afin de promouvoir une production alimentaire durable. Au-delà du soutien à la biodiversité et aux services écologiques tels que l'amélioration des sols et la régulation climatique, le projet contribue à réduire la dépendance vis-à-vis des systèmes alimentaires industriels et des emballages plastiques associés, tout en favorisant la sensibilisation et la participation locales à des pratiques alimentaires urbaines circulaires et à faible impact.

Un exemple qui inclut l'innovation institutionnelle et technologique est l'initiative de l'hôpital Zumárraga au Pays basque (Espagne), où le dialogue avec les prestataires de restauration a conduit au remplacement des emballages plastiques à usage unique par des

7. MedWaves a été créé dans le cadre juridique du Plan d'action pour la Méditerranée (PAM) au titre de la Convention de Barcelone, qui relève du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUÉ). La Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants a ensuite été rattachée au centre. n associant un cadre régional à un accord mondial, MedWaves établit une plateforme visant à développer des solutions communes pour relever les défis environnementaux partagés.

8. Pour plus d'information : [lien](#).

alternatives compostables à base de papier, mieux adaptées aux systèmes locaux de collecte des déchets (MedWaves, 2019). Cette approche a permis de réduire la consommation de plastique et de privilégier des alternatives durables tout en harmonisant les pratiques d'approvisionnement et de gestion des déchets.

Par ailleurs, les bactéries mangeuses de plastique⁹ telles que *Donellea skaiensis*, récemment découverte, et la filtration par les bivalves offrent des approches prometteuses, fondées sur la nature, pour atténuer la pollution par les microplastiques dans les eaux côtières. Des recherches expérimentales récentes ont montré que des espèces de moules telles que *Brachidontes variabilis* et *Xenostrobus securis* peuvent absorber et incorporer des microplastiques dans leurs biodépôts dans des conditions contrôlées, confirmant ainsi leur potentiel en tant que bioremédiateurs naturels. L'efficacité de l'élimination des microplastiques variait en fonction des niveaux de concentration et des changements saisonniers, tandis que des facteurs environnementaux tels que la température et la composition de l'écosystème influençaient davantage les taux d'absorption. Bien que leur efficacité soit limitée par la dynamique écologique locale - et puisse être compromise par des événements extrêmes tels que les vagues de chaleur marines - ces résultats suggèrent que les moules pourraient jouer un rôle complémentaire dans les stratégies plus larges de réduction des microplastiques, en particulier dans le cadre de programmes spécifiques à certains sites et basés sur la nature (Falkenberg et al., 2024).

4 - Un cadre politique favorable et intégré pour gérer la pollution plastique à différentes échelles

Pour réduire et gérer efficacement la pollution plastique en Méditerranée, il est essentiel de disposer d'un cadre politique cohérent et solide. Si les solutions techniques - telles que le tri des déchets, les systèmes de collecte et les infrastructures de traitement - restent nécessaires, leur succès dépend en fin de compte d'une gouvernance forte à tous les niveaux. Au niveau international, les négociations en cours sous l'égide du Comité intergouvernemental de négociation (CIN) des Nations unies visent à finaliser un traité mondial juridiquement contraignant sur la pollution plastique d'ici la fin de 2025, ce qui témoigne d'une dynamique multilatérale croissante en faveur d'une action coordonnée.¹⁰ En Méditerranée, les lignes directrices existantes élaborées par MedWaves peuvent aider davantage les décideurs à réduire et gérer la

pollution plastique (MedWaves 2019, MedWaves 2021).

Outre les directives clés de l'UE sur les déchets,¹¹ les plastiques à usage unique¹² et les emballages,¹³ des instruments politiques tels que la responsabilité élargie des producteurs (REP), le système de consigne (DRS), les redevances ciblées et des mécanismes d'application plus stricts sont essentiels pour réglementer les flux de plastiques en milieu urbain et encourager un changement systématique (MedWaves, 2021). En fait, la responsabilité élargie des producteurs (REP)¹⁴ est une politique environnementale qui rend les producteurs responsables de l'ensemble du cycle de vie de leurs produits, en particulier des déchets post-consommation. En transférant la responsabilité des municipalités et des contribuables aux producteurs, la REP encourage la conception durable et réduit les impacts sur l'environnement et la santé. Conscient de son rôle dans l'économie circulaire, le Centre international pour les technologies environnementales (CITE) du PNUE a promu la REP à travers des ateliers régionaux organisés en Amérique du Sud et en Asie occidentale, favorisant ainsi l'échange de connaissances et le renforcement des capacités nationales. En janvier 2025, l'Algérie a adopté une nouvelle loi sur la gestion des déchets qui intègre les principes de la REP et de l'éco-conception afin de soutenir l'économie circulaire (Merle, 2025). La loi redéfinit les déchets comme une ressource, rend obligatoire la responsabilité des producteurs en matière de valorisation des déchets et encourage la conception durable. Les mesures clés comprennent l'élimination progressive des plastiques à usage unique, l'amélioration de la collecte sélective, la sensibilisation du public à la réduction des déchets et le lancement d'une plateforme numérique nationale pour l'échange de matériaux.

En matière de taxes à la consommation au niveau national, le système DRS¹⁵ a connu un essor considérable ces dernières années en Europe afin de réduire les déchets plastiques et d'augmenter les taux de recyclage. À la suite de la directive européenne de 2019 sur les plastiques¹⁶ à usage unique, de nombreux pays européens et la Turquie ont mis en place ou étendu des systèmes de consigne pour les bouteilles et canettes en plastique à usage unique. Adoptés historiquement par des pays tels que l'Allemagne ou la Suède, ces systèmes se sont révélés efficaces pour obtenir des taux de retour élevés et des espaces publics plus propres, et de plus en plus de pays de l'UE suivent leur exemple (Schwizgebel et al., 2022). Cette solution politique serait très bénéfique pour les pays méditerranéens si elle était associée à des stratégies et des infrastructures adéquates en matière de gestion des déchets. Des

9. Pour plus d'information : [lien](#).

10. Pour plus d'information sur le Comité international de négociation chargé d'élaborer un instrument juridiquement contraignant sur la pollution plastique : [lien](#).

11. Directive (UE) 2008/98/CE et révisée par la directive (UE) 2018/851.

12. Directive (UE) 2019/904. Directive (UE) 2019/904.

13. Directive (UE) 94/62/CE.

14. Pour plus d'information : [lien](#).

15. Pour plus d'information : [lien](#).

16. Pour plus d'information : [lien](#).

taxes plus permanentes, telles que la taxe espagnole sur le plastique, qui est entrée en vigueur en 2023, peuvent modifier les comportements des consommateurs en augmentant le prix des produits à usage unique et en rendant les alternatives durables plus attractives. Cette nouvelle taxe impose une redevance de 0,45 € par kilo sur le plastique non recyclé utilisé dans les nouveaux emballages plastiques, ce qui réduit la production et la consommation de ressources.

À l'échelle régionale, l'initiative Marine Litter MED, financée par l'UE depuis 2016¹⁷, soutient la mise en œuvre du Plan régional de gestion des déchets marins dans le cadre de la Convention de Barcelone, en mettant l'accent sur les pays du sud de la Méditerranée. Elle contribue à atteindre un bon état écologique (BEE) en alignant les efforts régionaux sur les directives européennes et en favorisant une action coordonnée entre les institutions. Son prolongement, le projet Marine Litter MED PLUS (2024-2027)¹⁸, vise à en élargir la portée géographique et à renforcer l'impact des mesures clés de prévention et de réduction, tout en renforçant la coopération interrégionale avec des organismes tels que la Commission de la mer Noire et la Commission générale des pêches pour la Méditerranée. Le projet souligne l'importance d'une gouvernance à plusieurs niveaux et d'une action coordonnée dans la gestion de la pollution plastique en Méditerranée. Cela montre que la lutte contre la pollution plastique ne se limite pas à des mesures isolées, mais nécessite une approche intégrée à l'échelle locale, nationale et régionale, combinant politiques, actions techniques et coordination entre les parties prenantes.

Une gestion efficace à l'échelle locale nécessite également de repenser la manière dont les politiques sont conçues et mises en œuvre. Cela implique également d'identifier les points chauds d'accumulation de plastique, souvent des zones où les débris sont piégés par des écosystèmes naturels tels que les dunes, les zones humides ou les embouchures des fleuves (d'où l'importance de les protéger et de les restaurer, en plus des nombreux avantages connexes qu'ils peuvent offrir), et de les associer à des opérations de nettoyage ciblées avant que les déchets n'atteignent la mer. L'intégration de telles interventions spécifiques à chaque site dans les stratégies locales de gestion des déchets améliore à la fois la protection écologique et l'efficacité opérationnelle. Au-delà des approches descendantes, on reconnaît de plus en plus l'importance d'impliquer les parties prenantes et les communautés locales afin de garantir que les politiques soient adaptées aux réalités locales (Woldesenbet, 2021 ; Musiana et al., 2024). Cela

implique également de mieux comprendre comment les différentes populations urbaines interagissent avec les déchets, une question souvent marquée par des inégalités environnementales, notamment en termes d'accès aux services et d'exposition à la pollution. Remédier à ces disparités peut contribuer à améliorer le ciblage et l'efficacité des politiques, en particulier dans les zones vulnérables ou mal desservies.

Conclusion

La lutte contre la pollution plastique en Méditerranée nécessite des stratégies intégrées à plusieurs niveaux qui impliquent toutes les parties prenantes afin de s'attaquer au problème à la racine. Cette publication montre que les villes côtières, à la fois principales responsables et victimes de la pollution plastique (en particulier en raison de la dégradation de leurs écosystèmes), sont particulièrement bien placées pour initier le changement. Il est nécessaire de mener davantage de recherches sur les solutions fondées sur la nature pour lutter contre la pollution plastique, car elles offrent des avantages connexes précieux en matière de prévention, de sensibilisation et de soutien au changement transformateur.

À travers une triple approche – prévenir, réduire et gérer –, cette analyse a mis en évidence l'importance de combiner l'engagement citoyen, l'innovation institutionnelle et les mécanismes réglementaires. Des initiatives locales telles que les systèmes de récompense des citoyens basés sur les TIC en Grèce ou l'agriculture urbaine en Tunisie montrent que les approches inclusives et adaptées au contexte peuvent être à la fois rentables et efficaces sur le plan environnemental. Parallèlement, des mesures régionales et nationales, telles que la REP, la DRS et les taxes ciblées, sont essentielles pour renforcer et intensifier ces efforts, en veillant à ce que les modes de production et de consommation en amont soient également pris en compte.

En fin de compte, la lutte contre la pollution plastique en Méditerranée nécessite un changement de paradigme : passer d'une gestion réactive des déchets à une gouvernance proactive, circulaire et axée sur la justice. Les villes doivent être habilitées non seulement en tant que responsables de la mise en œuvre, mais aussi en tant que co-créatrices de solutions, travaillant en tandem avec la société civile, les acteurs privés et les institutions régionales pour protéger leurs écosystèmes, préserver la santé publique et renforcer leur résilience à long terme face aux pressions anthropiques et environnementales croissantes.

17. Marine Litter MED 2016.

18. Projet Marine Litter MED PLUS (2024-2027)

Bibliographie:

Dalberg Advisors, WWF Mediterranean Marine Initiative. (2019). "Stop the Flood of Plastic: How Mediterranean countries can save their sea" Falkenberg, L. J., Cornet, J. E., & Joyce, P. W. S. (2024).

Nature-based solutions to the management of legacy plastic pollution : Filter-feeders as bioremediation tools for coastal microplastics. *The Science Of The Total Environment*, 956, 177237.

<https://doi.org/10.1016/j.scitotenv.2024.177237>
IUCN Global Standard for Nature-based Solutions: first edition. (2020). UICN. <https://doi.org/10.2305/IUCN.CH.2020.08.en>
Les éco-écoles au Maroc, pour une éducation durable. (2016). [construction21.org](https://www.construction21.org). <https://www.construction21.org/france/articles/h/les-eco-ecoles-au-maroc-pour-une-education-durable.html>
Medwaves.(2019).Guidelines to address single-use plastics through public procurement in the Mediterranean.

https://www.medwaves-centre.org/wp-content/uploads/2022/05/200221_guidelines_en_0-5.pdf
Medwaves. (2019). Guidelines to phase out single-use plastic bags in the Mediterranean. https://www.medwaves-centre.org/wp-content/uploads/2022/05/Guidelines_PlasticsBags_Updated_FR_compressed.pdf
Medwaves. (2021). Guidelines to tackle single-use plastic products in the Mediterranean region.

https://www.medwaves-centre.org/wp-content/uploads/2022/05/211214_guidelines_fr-5.pdf
Merle, B. (2025). Projet de loi adopté pour une gestion plus durable des déchets en Algérie. [circemed.org. https://www.circemed.org/articles/h/projet-de-loi-adopte-pour-une-gestion-plus-durable-des-dechets-en-algerie.html](https://www.circemed.org/articles/h/projet-de-loi-adopte-pour-une-gestion-plus-durable-des-dechets-en-algerie.html)
Moss. (2021). Reducing Plastic Pollution: Campaigns That Work. <https://www.campaignsthatwork.org/>
Musiana, M., Ishak, S. N., Soamole, M. S., & Surasno,

D. M. (2024). Analysis of Community-Based Waste Management Policies to Achieve Clean and Healthy Environment. *West Science Interdisciplinary Studies*, 2(04), 749–753. <https://doi.org/10.58812/wsis.v2i04.784>
Neofotistos, M., Hanioti, N., Kefalonitou, E., Perouli, A. Z., & Vorgias, K. E. (2022). A Real-World Scenario of Citizens' Motivation and Engagement in Urban Waste Management Through a Mobile Application and Smart City Technology.

Circular Economy And Sustainability, 3(1), 221-239. <https://doi.org/10.1007/s43615-022-00155-z>
Plan Bleu. (2022). State of Play of Tourism in the Mediterranean. <https://planbleu.org/en/publications/state-of-play-of-tourism-in-the-mediterranean/>
Plan Bleu. (2024, Juillet). Solutions fondées sur la nature pour les villes méditerranéennes.

Plan-bleu : Environnement et développement en Méditerranée. <https://planbleu.org/publications/solutions-fondees-sur-la-nature-pour-les-villes-mediterraneennes/>
RED 2020 : Rapport d'état de l'environnement en Méditerranée. (2020). Plan-bleu : Environnement et développement en Méditerranée. <https://planbleu.org/soed/>
Schwizgebel, C., Govers, S., & Govers, C. S. and S. (2022, September 14). La course vers la consigne en Europe.

Fair Resource Foundation. <https://fairresourcefoundation.org/fr/course-vers-la-consigne-en-europe/>
Woldesenbet, W. G. (2021). Stakeholder participation and engagement in the governance of waste in Wolkitte, Ethiopia. *Environmental Challenges*, 3, 100034.

<https://doi.org/10.1016/j.envc.2021.100034>
Woronecki, S. (2020). Confronting the ecology of crisis: The interlinked roles of ecosystem-based adaptation and empowerment (1 ed.). [Thèse de doctorat (compilation), LUCSUS (Centre d'études sur la durabilité de l'université de Lund), Université de Lund]. Université de Lund.

WWF France. (2018). La Méditerranée, une « mer de plastique » ? <https://www.wwf.fr/mediterranee-pollution-plastique>

Avertissement

Les désignations employées et la présentation des informations dans cette publication n'impliquent l'expression d'aucune opinion de la part du PNUE/PAM, du Plan Bleu ou des organisations contributrices quant au statut juridique de tout pays, territoire, ville ou zone, ni de leurs autorités, ni quant à la délimitation de leurs frontières ou limites. Les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du PNUE/PAM, du Plan Bleu ou des organisations contributrices.

Droits d'auteur

La présente publication peut être reproduite, en tout ou en partie et sous toute forme, à des fins éducatives ou non lucratives, sans autorisation préalable du titulaire des droits d'auteur, à condition que la source soit dûment mentionnée. Le Plan Bleu apprécierait de recevoir un exemplaire de toute publication utilisant ce document comme source. La présente publication ne peut être utilisée à des fins de revente ou à toute autre fin commerciale sans l'autorisation écrite préalable du Plan Bleu.

© 2026 Plan Bleu

Financé par



FONDATION
PRINCE ALBERT II
DE MONACO



PLAN BLEU

Centre d'activités régionales du PNUE/PAM
Marseille, France

planbleu@planbleu.org - www.planbleu.org

Directeur de publication: **Antoine Lafitte** Autrice: **Aliki Sofos**

Relecteurs : **Arnaud Terrisse, Alice Wittevrongel, Samson Bellières**

Conception graphique : **Christelle El Selfani**

Dépôt légal : **N° ISSN 2606 61 06**



Plan d'action pour
la Méditerranée
Convention de
Barcelone

